

**MINISTERE DE LA JUSTICE LYON**

Océane KLING  
20, Boulevard Eugène DERUELLE Immeuble Le  
Britannia C/8  
69432 LYON  
Email : [oceane.kling@justice.gouv.fr](mailto:oceane.kling@justice.gouv.fr)

---

**63-CLERMONT-FD-PALAIS DE JUSTICE-TVX  
AMELIORATION SECU PERS. INCENDIE-CT  
- (AT 063 113 24 G 5053 - PC 063 113 24  
G 0130)**

---

Date d'émission 26/02/2025  
N° d'affaire : 2104CCDCR000043  
Référence chrono : CT/13970/0225/0156  
Version : 1

**VOTRE RESPONSABLE D'AFFAIRE**

Hakim ARBAOUI  
Tél. +33 6 28 92 17 87  
Email : [hakim.arbaoui@socotec.com](mailto:hakim.arbaoui@socotec.com)

**AGENCE CONSTRUCTION CLERMONT-FERRAND**  
**Pôle Construction&Immobilier Auvergne Limousin**  
19 Avenue Leonard de Vinci  
63000 CLERMONT FERRAND  
+33 4 73 44 27 00

SOCOTEC Construction - S.A.S. au capital de 9 116 700 euros - 834 157 513 RCS Versailles - APE 7120B - n° tva intracommunautaire : FR09 834157513  
Siège social : Immeuble Mirabeau - 5, place des Frères Montgolfier- CS 20732 - Guyancourt - 78182 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX - FRANCE

# SOMMAIRE

<b>1. OBJET DU PRESENT RAPPORT</b>	<b>3</b>
<b>2. SIGNATURES</b>	<b>5</b>
<b>3. RENSEIGNEMENTS GENERAUX</b>	<b>6</b>
3.1. Partenaires de l'opération	6
3.2. Données de l'affaire	7
<b>4. LISTE DES DOCUMENTS EXAMINES</b>	<b>8</b>
<b>5. RECAPITULATIF DES AVIS S ET D</b>	<b>9</b>
5.1. Evaluation de conformité	9
<b>6. EVALUATION DE CONFORMITE</b>	<b>16</b>
6.1. mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme	17
6.2. missions relatives à la sécurité des personnes	19
<b>7. COMPLETUDES DES ESSAIS ET MESURES</b>	<b>36</b>

## 1. OBJET DU PRESENT RAPPORT

Le présent document constitue le rapport prévu dans le contrat de Contrôle Technique n°2104CCDCR000043, que SOCOTEC Construction doit adresser au Maître d'Ouvrage après examen du dossier de conception destiné à la consultation des entreprises .

Les avis sur les dispositions techniques qu'il comporte sont émis à partir des documents constitutifs du dossier qui nous ont été communiqués à ce jour et qui sont répertoriés dans les chapitres 3 ci-après.

Ces avis sont donnés dans le cadre des missions suivantes :

### Missions d'analyse de risque :

- mission LE relative à la solidité des existants (LE).
- Mission AV relative à la stabilité des avoisinants (AV).
- mission LP relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables (LP).

### Missions d'évaluation de conformité:

- mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme (PS).
- mission STI relative à la sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires (autres qu'ERP et IGH) et dans les bâtiments industriels (STI).
- mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et IGH (SEI).
- mission TH relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie (TH).
- mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées (HAND).

Accréditation COFRAC N° 3-1592 concernant les missions L, S, SEI, liste des sites et portées disponibles sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr)

Pour la bonne compréhension de la signification des avis formulés dans ce rapport, il est précisé que :

- Les vérifications de SOCOTEC sont effectuées par rapport aux textes de référence prévus au contrat,
- Les avis ne concernent que la conception et ne préjugent pas des avis qui pourront être formulés sur la réalisation,
- Les avis suspendus concernent les dispositions insuffisamment définies sur lesquelles nous ne pouvons, en l'état actuel, formuler d'avis favorable ou défavorable. En l'absence de fourniture en temps utiles des renseignements et documents nécessaires à SOCOTEC, ces avis devront être considérés comme défavorables, même en l'absence de nouvelle signification par SOCOTEC.

**L'évaluation technique** porte sur les ouvrages et éléments d'équipement et s'exerce lors de la phase de conception et de réalisation des travaux du projet de construction. L'intervention de

L'évaluateur technique de construction se base sur **l'analyse de risques et l'évaluation de conformité**.

**L'analyse de risque** permet d'identifier les aléas et les enjeux pour l'ouvrage et les éléments d'équipements relevant des **techniques courantes**. L'évaluateur technique prend en compte :

- Le contexte de l'opération de construction,
- Les référentiels techniques appropriés,
- Les retours d'expérience et les pathologies (désordre connus) propres à la typologie de l'ouvrage

L'identification pertinente de la situation fait partie intégrante de l'analyse de risque, cela permet pour un enjeu très faible de tolérer une déviance de l'ouvrage ou de l'élément d'équipement par rapport au référentiel de la technique courante, et donc d'évaluer favorablement la disposition proposée.

Le risque est défini en termes de conséquence et de vraisemblance pour l'ouvrage, tels que des dommages matériels, l'impact sur sa pérennité et son usage normal.

**L'évaluation de conformité** consiste à faire une analyse critique des dispositions du projet vis-à-vis de la réglementation applicable à celui-ci. Elle porte sur le respect du référentiel réglementaire applicable ainsi que les normes rendues applicables par ce dernier. En complément des contrôles réalisés par les constructeurs et du fait de son savoir-faire, le contrôleur technique procède à des vérifications visuelles suivant un échantillonnage. Le risque de non-conformité découle d'un défaut d'application des dispositions réglementaires.

## 2. SIGNATURES

Tous ces avis ont été établis par les intervenants SOCOTEC Construction suivants :

Intervenants SOCOTEC	Signatures
Hakim ARBAOUI <b>Responsable d’Affaire</b>	

Ce rapport a été édité par : Hakim Arbaoui

Ce rapport a été transmis à :

- [tidjane.radji@justice.gouv.fr](mailto:tidjane.radji@justice.gouv.fr)
- [o.amblard@adquat-architecture.fr](mailto:o.amblard@adquat-architecture.fr)
- Laura KORBER / [l.korber@andesite-archi.fr](mailto:l.korber@andesite-archi.fr)
- [ftouraton@algotherm-ing.fr](mailto:ftouraton@algotherm-ing.fr)
- [etudes@andesite-archi.fr](mailto:etudes@andesite-archi.fr)
- M. E. LANGEAC / [eric.langeac@justice.gouv.fr](mailto:eric.langeac@justice.gouv.fr)

Nous restons à la disposition du Maître d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Oeuvre, pour revoir ou compléter nos avis dans le cas où interviendraient des éléments nouveaux par rapport aux dispositions examinées. Toute modification du projet devra être soumise à notre examen.

### 3. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

#### 3.1. Partenaires de l'opération

##### Maître d'ouvrage

DIR CENTRE EST  
Les Grandes Terres  
69740 GENAS

MINISTERE DE LA JUSTICE LYON  
Département de l'Immobilier de Lyon  
69432 LYON CEDEX 03

M. E. LANGEAC  
Ministère de la Justice - Département Immobilier de Lyon - DIR-SG Centre-Est  
  
69432 LYON Cedex 03

##### Architecte - Maître d'œuvre

Laura KORBER  
ANDESITE ARCHITECTURE  
26 Rue Amiral Goubeyre  
63200 RIOM

ANDESITE ARCHITECTURE  
26 Rue Amiral Goubeyre  
63200 RIOM

##### Bureau d'études

**BET énergie fluide**  
ALGOTHERM  
50 rue des Sauzes  
63170 AUBIERE

## 3.2 Données de l'affaire

### ADRESSE DE L'OUVRAGE

PALAIS DE JUSTICE 16 PLACE DE L'ETOILE  
63000 CLERMONT FERRAND

### DESCRIPTION DE L'OUVRAGE

Le projet consiste :

- A Réaliser les prescriptions des commissions de sécurité (CAS du 15/09/2017 ; CAS du 24/06/2019 et CAS du 11/05/2022)
- A rendre les façades accessibles sur l'ensemble des bâtiments (avec présentation de dérogation N°1)
- A créer un escalier extérieur afin de supprimer le cul de sac présent dans le bâtiment TJ2-CPH (ex. TGI 2-CPH)
- A supprimer les culs de sac dans les bâtiments TJ1, TJ2 et (ex. TGI 1, TGI 2) et TJ3 (ex. TI) (avec soumission de deux demandes de dérogations pour accord du service instructeur - dérogations aux articles CO3, CO 35 et CO 49)

### CARACTERISTIQUES DE L'AFFAIRE

## 4. LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

Désignation - Identification des documents examinés	Reçu le
CCTP Lot N°00 GENERALITES.pdf	29/01/2025
CF21A309 - PRO.BA.COF.001.00.pdf	29/01/2025
CCTP Lot n°5 Electricité - PRO.pdf	29/01/2025
CCTP Lot N°03 PLAFONDS - PEINTURE.pdf	29/01/2025
27-2021-LPRESTA-PRO-janvier 2025.pdf	29/01/2025
CCTP Lot N°02 MENUISERIES EXTERIEURES ALUMINIUM - SERRURERIE.pdf	29/01/2025
CCTP Lot n°4 Chauffage - PRO.pdf	29/01/2025
CCTP Lot N°01 FONDATIONS SPECIALES - GROS OEUVRE.pdf	29/01/2025
_Etude-G2 PRO.pdf	29/01/2025
Dossier PRO.pdf	29/01/2025
PRO.3 PLAN R+1.pdf	29/01/2025
PRO.2 PLAN RDC.pdf	29/01/2025
PRO.4 PLAN R+2.pdf	29/01/2025
PRO.7 Plan détail Parking chapelle.pdf	29/01/2025
PRO.6 PLAN R+4.pdf	29/01/2025
PRO.8 Plans Escalier EST.pdf	29/01/2025
PRO.5 PLAN R+3.pdf	29/01/2025
PRO.9 Façades TRIBUNAL JUDICIAIRE 3 - Escalier Angle NORD EST.pdf	29/01/2025
PRO.1 Plan de situation - Plan masse.pdf	29/01/2025
CF21A309 - PRO.BA.COF.001.00.pdf	29/01/2025
DDC G2PRO.pdf	29/01/2025



## 5. RECAPITULATIF DES AVIS S ET D

### 5.1. Evaluation de conformité

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<b>DISPOSITIONS RELATIVES A LA REGLEMENTATION PARASISMIQUE</b>  <b>ÉLÉMENTS DIVERS</b>  Escaliers	S	<p>Bien que les travaux projetés n'aggravent pas la vulnérabilité parasismiques existante du bâtiment et sans augmentation de SHON de plus de 30 % ou suppression de plancher à un niveau donné =&gt; pas d'exigence pour les éléments non structuraux dans le bâtiment (et pour des extensions non désolidarisées de l'ERP =&gt; démarche volontaire du MO pour traitement parasismique à un niveau souhaité du MO)</p> <p>Cependant, l'escalier extérieur métallique projeté pour un rôle d'évacuation en cas de sinistre (côté TJ3 anciennement TI) et désolidarisé du bâtiment doit satisfaire aux règles parasismiques applicables au neuf (EC 8 et son annexe nationale française) =&gt; en attente note techniques d'hypothèses de dimensionnement de l'équipement (solidarisation dans les 2 sens des fondations, contreventement, diaphragme,...)</p>	36
<b>DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE DES PERSONNES DANS LA CONSTRUCTION</b>  <b>ERP DU 1ER GROUPE</b>  DISPOSITIONS COMMUNES - GN1 à GN15 CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS Prescriptions de la Commission de Sécurité Concernant PV de la commission de sécurité sur ce projet (phase dépôt AT initiale) pour le palais de justice 63000	S	<p>A la date de la rédaction du présent et unique R I C T sur PRO-DCE, l'avis des services instructeurs, et notamment les prescriptions éventuelles imposées en atténuation ou en aggravation par la Commission de Sécurité sur le dossier Autorisation de travaux AT 063 113 24 G 5053 - PC 063 113 24 G 0130 (PV SDIS 63 lors de la séance en date du 17/12/2024), nous ont été communiquées.</p>	19

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
		<p><b>Article réglementaire GN 11 concernant l'état de prise en compte (suivi d'effet/respect ou non suivi d'effet/non respect) des prescriptions émises par la commission de sécurité lors de la séance de 2023 (PV SDIS 63 en date du 17/12/2024).</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1ère prescription (articles R143-3, R143-34) : généralités pour mémoire</li> <li>- 2ème prescription (articles R143.44, GE3§3) : concerne l'exploitant</li> <li>- 3ème prescription (article GN13) : concerne l'exploitant</li> <li>- 4ème prescription (articles CO1, CO2 §1 et §2, Arrêté Préfectoral portant Règlement Opérationnel des S.I.S. 63) : emplacement proposé demeurant libre pour mise en station échelle 16 m x 7 m prévu au dossier côté parking chapelle (+ relié à voie existante dans le domaine public réputée utilisable par les engins de secours) --&gt; surlargeur S de 15/R et Rmin de 11m spécifiés aux plans architecte (nécessairement virage à prendre par l'engin de secours pour pénétrer dans le parking Chapelle et se mettre en station pour déploiement échelle)</li> <li>- 5ème prescription (CO1, CO2§4, Arrêté Préfectoral portant Règlement Opérationnel des S.I.S. 63) : concerne l'exploitant</li> <li>- 6ème prescription (articles MS45, MS46§2, MS57, MS66 et MS52) : concerne l'exploitant (en conditions d'exploitation de l'ERP = fonctionnement)</li> <li>- 7ème prescription (article MS70) : téléphone d'appel des secours existant sans modification par les tx mais bien qu'hors tx de la demande de PC, cette prescription à respecter (au titre de l'autorité administrative) n'est pas prise en compte au dossier PRO-DCE examiné</li> <li>- 8ème prescription (articles R143.34,</li> </ul>	

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
		<p><b>GE7, Décret du 8 mars 1995 modifié R125-4) concerne l'exploitant</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 9ème prescription (articles R143.44, GE3, R143.38, Arrêté préfectoral relatif à la CCDSA) : concerne l'exploitant et Socotec (phase RVRAT)</li> <li>- 10ème prescription (articles L122-3, R122.7, R122.8, R122.11, R143.22 et GE2§1) : concerne l'exploitant</li> <li>- 11ème prescription (Arrêté préfectoral du 16 janvier 2017 portant approbation du RDDECI) : pour mémoire, à transmettre en phase RVRAT à la charge de l'exploitant</li> <li>- 12ème prescription (article CO3) : sans objet dans la mesure où l'absence d'espace libre (projeté au moment de la construction de l'ERP mais jamais réalisé) fait l'objet de la dérogation n° 1 (espace libre non réalisable dans l'état actuel)</li> <li>- 13ème prescription (article CO 8) : isolement des tiers est existant non modifié par les travaux comme mentionné au dossier mais bien qu'hors tx de la demande de PC, cette prescription à respecter n'est pas prise en compte au dossier PRO-DCE examiné</li> <li>- 14ème prescription (article CO24, DF6) : le recoupement et le désenfumage des circulation n'est pas modifié par les travaux mais bien qu'hors tx de la demande de PC, cette prescription à respecter (au sens de l'autorité administrative) n'est pas prise en compte au dossier PRO-DCE examiné</li> <li>- 15ème prescription (article CO 28 inventaire LRP et isolement CF) : sans modification dans le cadre des tx mais bien qu'hors tx de la demande de PC, cette prescription à respecter n'est pas prise en compte au dossier PRO-DCE examiné</li> </ul>	

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
		<p>- 16ème prescription (articles CO35, CO43 et CO49) : une demande de dérogation à ces articles (dérog. n° 2) a été instruite.</p> <p>Cependant, cette prescription a été formulée bien que le dossier prend en compte l'ensemble des non conformités (par rapport au CO 49) concernant le diagnostic APAVE de 10/2018 relatives aux distances d'évacuation pour rejoindre un dégagement protégé =&gt; la raison que dans la dite dérogation, examinée par le service instructeur, pas de mention en particulier de l'article CO 49.</p> <p>- 17ème prescription (article CO42) : prise en compte au dossier</p> <p>- 18ème prescription (article CO53 : enclouement escaliers de l'ERP) : sans modification mais bien qu'hors tx de la demande de PC, cette prescription à respecter n'est pas prise en compte au dossier PRO-DCE examiné</p> <p>- 19ème prescription (article MS41) : concerne l'exploitant</p> <p>*** POUR MEMOIRE par rapport au PV de la commission de sécurité sur ce projet avec les prescriptions -en particulier en aggravation- figurant dans ce PV :</p> <p>L'ensemble des prescriptions (dans le périmètre travaux ou hors du périmètre) et par articles réglementaires du règlement SI seront énumérées en phase RVRAT (phase finale de réception de l'AT).... Les prescriptions doivent nécessairement être intégrées aux travaux projetés (Y/ C celles hors projet AT/PC) sous peine que la commission de réception de l'AT qui nous concerne, soit ne se déplace pas, soit elle se déplace mais afin de formuler un avis D à la réception de l'AT qui nous concerne)</p> <p>Nota.</p> <p>- le dernier PV de la commission de sécurité, lors de sa dernière visite</p>	

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
CONSTRUCTION - CO1 à CO61 DEGAGEMENTS (SORTIES) Portes des sorties de secours		périodique du 11/05/2022 nous a bien été transmis par le MO le 26/10/2022	
	S	Porte DAS au droit de l'escalier extérieur au TJ3/TI (R+2 et R+3) La porte projetée est d'une UP avec verrouillage (==> respect exigences article CO 46 exigible)	161
Portes à fermeture automatique	S	Porte DAS (PF ° 1/2 heure + FP) exigible au droit de l'escalier extérieur au TJ3/TI (R+2 et R+3) La porte projetée est d'une UP avec verrouillage (respect CO 46 exigible)	157
DEGAGEMENTS (ESCALIERS) Répartition des escaliers	D	Dans la demande de dérogation n° 2 (dans la notice de SI) phase dépôt AT/PC, il n'est pas indiqué l'article CO49 avec l'article CO35 => bien que le dossier PRO est réputé -tenant compte de la dérogation n° 2-répondre/satisfaire à la prescription du service instructeur (distances réglementaires au sens CO 49 en ERP 1er gr. pour rejoindre des escaliers selon protection), la réalité est qu'à ce jour, le service instructeur (phase PC) n'a absolument pas acté la prise en compte de la prescription (concernant CO 49) dans le dossier ainsi instruit...	37
AMENAGEMENTS INTERIEURS, DECORATION ET MOBILIER - AM1 à AM20 PRODUITS ET MATERIAUX DE PAROIS Parois des escaliers et circulations horizontales protégés	S		116
MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE - MS1 À MS75 APPAREILS MOBILES ET MOYENS DIVERS Appareils mobiles	S	Extincteurs : A la charge de l'exploitant  La défense contre l'incendie doit être assurée : - par des extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres au minimum, judicieusement répartis, avec un minimum d'un appareil par 200 m² et par niveau, de telle sorte que la distance maximale à parcourir pour atteindre un extincteur ne dépasse pas 15 mètres,	75

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
DISPOSITIONS VISANT A FACILITER L'ACTION DES SAPEURS POMPIERS Affichage du plan de l'établissement à chaque entrée	S	- par des extincteurs appropriés aux risques particuliers  Mise à jour du plan d'intervention à réaliser à la suite des travaux..  Conformément à l'article MS 41 (affichage du plan de l'établissement), le plan schématique (doit être sous forme de pancarte inaltérable) doit avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme NF S 60-303 relative aux plans et consignes de protection contre l'incendie.  Ce plan est à apposer à chaque entrée de bâtiment du site. Chaque plan doit présenter au minimum le(s) sous-sol, le RdC et chaque étage ou l'étage courant du bâtiment objet des travaux	81
SYSTEME DE DETECTION INCENDIE (S.D.I.)	S	---> Cahier des charges fonctionnel du SSI (phase conception) : Concernant le BEF ALGOTHERM (phase PRO-DCE), dans le cadre de sa propre mission de coordination SSI (COSSI), son dossier technique complet de concepteur spécifique SSI (cat. A, EA type 1, installation de DAI) élaboré en relation avec les travaux ainsi projetés sera à nous transmettre dans le cadre de notre mission SEI.  Pour mémoire, à la fin des travaux, le COSSI réalise un PV de réception technique avec ou sans réserves y compris les essais FTS/fonctionnels (Essais de combustion au FTS pour installation de DAI neuve ou modifiée/ complétée suivant article MS 56 § 3 et § 4) et la mise à jour du dossier d'identité existant du SSI des ERP 1er groupe.	103
SYSTEME DE MISE EN SECURITE INCENDIE (S.M.S.I.) Constitution générale du système ALERTE Téléphone urbain fixe	S	Cf .articles MS56 à MS58	100
	S	POUR MEMOIRE, téléphone urbain existant non modifié par les travaux, cependant voir -ci-dessous :	96

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
		<p><b>Concernant 7ème prescription (article MS70) du service instructeur phase PC/AT du projet examiné :</b></p> <p><b>Le téléphone d'appel des secours est existant sans modification par les tx MAIS bien qu'hors travaux de la demande de PC/AT, cette prescription à respecter (au titre de l'autorité administrative) n'est pas prise en compte au dossier PRO-DCE examiné</b></p>	

\* **F**: Favorable , **D**: Défavorable , **S**: Suspendu , **HM**: Hors Mission , **PM**: Pour Mémoire , **SO**: Sans Objet

## 6. EVALUATION DE CONFORMITE



## 6.1. mission PS relative à la sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<b>DONNÉES DE BASE</b>			
<b>Zone sismique</b>	PM	Pour mémoire, zone sismique 3	
<b>Classe de l'ouvrage</b>	PM	Pour mémoire, ERP de 2ème cat. => catégorie d'importance sismique III	
<b>Référentiel technique retenu</b>	PM	Selon EC 8 et son annexe nationale française :  ERP existant de 2ème cat. situé en zone sismique 3 (ouvrage classé de cat. d'importance sismique III à risque normal). Pour mémoire (PC/AT > 25/09/2014), les travaux projetés n'aggravent pas la vulnérabilité parasismiques existante du bâtiment et sans augmentation de SHON de plus de 30 % ou suppression de plancher à un niveau donné => pas d'exigence pour les éléments non structuraux dans le bâtiment (nota. pour des extensions non désolidarisées de l'ERP => démarche volontaire du MO pour traitement parasismique à un niveau souhaité du MO)	
<b>ÉLÉMENTS DIVERS</b>			
<b>Escaliers</b>	S	<b>Bien que les travaux projetés n'aggravent pas la vulnérabilité parasismiques existante du bâtiment et sans augmentation de SHON de plus de 30 % ou suppression de plancher à un niveau donné =&gt; pas d'exigence pour les éléments non structuraux dans le bâtiment (et pour des extensions non désolidarisées de l'ERP =&gt; démarche volontaire du MO pour traitement parasismique à un niveau souhaité du MO)</b>  <b>Cependant, l'escalier extérieur métallique projeté pour un rôle d'évacuation en cas de sinistre (côté TJ3 anciennement TI) et désolidarisé du bâtiment doit satisfaire aux règles parasismiques applicables au neuf (EC 8 et son annexe nationale française) =&gt; en attente note techniques d'hypothèses de dimensionnement de l'équipement (solidarisation dans les 2 sens des fondations, contreventement, diaphragme,...)</b>	36

\* **F**: Favorable , **D**: Défavorable , **S**: Suspendu , **HM**: Hors Mission , **PM**: Pour Mémoire , **SO**: Sans Objet

## 6.2. missions relatives à la sécurité des personnes

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<b>ERP DU 1ER GROUPE</b>			
<b>DISPOSITIONS COMMUNES - GN1 à GN15</b>			
CLASSEMENT DES ÉTABLISSEMENTS			
Classement et assujettissement selon le(s) type(s) d'exploitation(s) ou d'activité(s)	PM	Etablissement isolé de 2ème catégorie de type W (effectif total public + personnel de 1170 personnes).  Au titre du type W : public déclaratif -----> 945 personnes Effectif personnel -----> 225 personnes  Le projet n'a pour effet de modifier les effectifs susceptibles d'être reçu dans le tribunal. La déclaration des effectifs fournies par la présidente lors de l'instruction de l'AT n°063 113 19 G 0215 validé par la S/C ERP / IGH du 25/02/202 reste applicable	
Classements des groupements d'établissements non isolé			
Classement du groupement d'établissements, dans un même bâtiment, d'établissements non isolés entre eux	PM		
Classement de l'établissement dans plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux	PM	Cas +sieurs exploitations groupées dans un même bâtiment qui ne sont pas isolées l'une de l'autre, le bâtiment est considéré comme un seul ERP.	
Classements des groupements d'établissements isolé	SO		
<b>ADAPTATION DES RÈGLES ET CAS PARTICULIERS</b>			
Adaptation des règles de sécurité - Dispositions exceptionnelles approuvées par l'autorité compétente	PM	Bâtiment existant avec travaux de mise en sécurité incendie : projet faisant l'objet de demandes de dérogations (soumise à la commission de sécurité phase PC/AT et accordées après instruction)	
Établissement comportant des locaux de types différents	SO		
Utilisations exceptionnelles des locaux	PM	Concerne l'exploitant (autorisation requise pour utilisation exceptionnelle des locaux)	
Etablissement(s) dans Immeuble de Grande Hauteur	SO		
principe de conception et exploitation selon les difficultés d'évacuation des handicapés	SO	Pour le Palais de justice : Les solutions retenues pour le public en situation de handicap qui se trouvent dans	

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
Etablissement "ERP" nouveau, aménagé dans un existant	SO	l'incapacité de pouvoir évacuer ou d'être évacué rapidement sont existantes et non modifiées par les travaux	
Travaux effectués dans un établissement "ERP" existant	PM	En application du §2 de l'article GN10, les dispositions de ce rapport concernent les seules parties d'ouvrage et d'équipement créés ou modifiés dans le cadre du programme des travaux	
<b>CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS</b> Prescriptions de la Commission de Sécurité Concernant PV de la commission de sécurité sur ce projet (phase dépôt AT initiale) pour le palais de justice 63000	S	<p><b>A la date de la rédaction du présent et unique R I C T sur PRO-DCE, l'avis des services instructeurs, et notamment les prescriptions éventuelles imposées en atténuation ou en aggravation par la Commission de Sécurité sur le dossier Autorisation de travaux AT 063 113 24 G 5053 - PC 063 113 24 G 0130 (PV SDIS 63 lors de la séance en date du 17/12/2024), nous ont été communiquées.</b></p> <p><b>Article réglementaire GN 11 concernant l'état de prise en compte (suivi d'effet/ respect ou non suivi d'effet/non respect) des prescriptions émises par la commission de sécurité lors de la séance de 2023 (PV SDIS 63 en date du 17/12/2024).</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1ère prescription (articles R143-3, R143-34) : généralités pour mémoire</li> <li>- 2ème prescription (articles R143.44, GE3§3) : concerne l'exploitant</li> <li>- 3ème prescription (article GN13) : concerne l'exploitant</li> <li>- 4ème prescription (articles CO1, CO2 §1 et §2, Arrêté Préfectoral portant Règlement Opérationnel des S.I.S. 63) : emplacement proposé demeurant libre pour mise en station échelle 16 m x 7 m prévu au dossier côté parking chapelle (+ relié à voie existante dans le domaine public réputée utilisable par les engins de secours) --&gt; surlargeur S de 15/R et Rmin de 11m spécifiés aux plans architecte (nécessairement virage à prendre par l'engin de secours pour pénétrer dans le parking Chapelle et se mettre en</li> </ul>	19

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
		<p><b>station pour déploiement échelle)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 5ème prescription (CO1, CO2§4, Arrêté Préfectoral portant Règlement Opérationnel des S.I.S. 63) : concerne l'exploitant</li> <li>- 6ème prescription (articles MS45, MS46§2, MS57, MS66 et MS52) : concerne l'exploitant (en conditions d'exploitation de l'ERP = fonctionnement)</li> <li>- 7ème prescription (article MS70) : téléphone d'appel des secours existant sans modification par les tx mais bien qu'hors tx de la demande de PC, cette prescription à respecter (au titre de l'autorité administrative) n'est pas prise en compte au dossier PRO-DCE examiné</li> <li>- 8ème prescription (articles R143.34, GE7, Décret du 8 mars 1995 modifié R125-4) concerne l'exploitant</li> <li>- 9ème prescription (articles R143.44, GE3, R143.38, Arrêté préfectoral relatif à la CCDSA) : concerne l'exploitant et Socotec (phase RVRAT)</li> <li>- 10ème prescription (articles L122-3, R122.7, R122.8, R122.11, R143.22 et GE2§1) : concerne l'exploitant</li> <li>- 11ème prescription (Arrêté préfectoral du 16 janvier 2017 portant approbation du RDDECI) : pour mémoire, à transmettre en phase RVRAT à la charge de l'exploitant</li> <li>- 12ème prescription (article CO3) : sans objet dans la mesure où l'absence d'espace libre (projeté au moment de la construction de l'ERP mais jamais réalisé) fait l'objet de la dérogation n° 1 (espace libre non réalisable dans l'état actuel)</li> <li>- 13ème prescription (article CO 8) : isolement des tiers est existant non modifié par les travaux comme mentionné au dossier mais bien qu'hors</li> </ul>	

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
		<p><b>tx de la demande de PC, cette prescription à respecter n'est pas prise en compte au dossier PRO-DCE examiné</b></p> <p><b>- 14ème prescription (article CO24, DF6) : le recoupement et le désenfumage des circulation n'est pas modifié par les travaux mais bien qu'hors tx de la demande de PC, cette prescription à respecter (au sens de l'autorité administrative) n'est pas prise en compte au dossier PRO-DCE examiné</b></p> <p><b>- 15ème prescription (article CO 28 inventaire LRP et isolement CF) : sans modification dans le cadre des tx mais bien qu'hors tx de la demande de PC, cette prescription à respecter n'est pas prise en compte au dossier PRO-DCE examiné</b></p> <p><b>- 16ème prescription (articles CO35, CO43 et CO49) : une demande de dérogation à ces articles (dérog. n° 2) a été instruite. Cependant, cette prescription a été formulée bien que le dossier prend en compte l'ensemble des non conformités (par rapport au CO 49) concernant le diagnostic APAVE de 10/2018 relatives aux distances d'évacuation pour rejoindre un dégagement protégé =&gt; la raison que dans la dite dérogation, examinée par le service instructeur, pas de mention en particulier de l'article CO 49.</b></p> <p><b>- 17ème prescription (article CO42) : prise en compte au dossier</b></p> <p><b>- 18ème prescription (article CO53 : enclouement escaliers de l'ERP) : sans modification mais bien qu'hors tx de la demande de PC, cette prescription à respecter n'est pas prise en compte au dossier PRO-DCE examiné</b></p> <p><b>- 19ème prescription (article MS41) : concerne l'exploitant</b></p>	

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
		<p><b>*** POUR MEMOIRE par rapport au PV de la commission de sécurité sur ce projet avec les prescriptions -en particulier en aggravation- figurant dans ce PV :</b></p> <p><b>L'ensemble des prescriptions (dans le périmètre travaux ou hors du périmètre) et par articles réglementaires du règlement SI seront énumérées en phase RVRAT (phase finale de réception de l'AT).... Les prescriptions doivent nécessairement être intégrées aux travaux projetés (Y/ C celles hors projet AT/PC) sous peine que la commission de réception de l'AT qui nous concerne, soit ne se déplace pas, soit elle se déplace mais afin de formuler un avis D à la réception de l'AT qui nous concerne)</b></p> <p><b>Nota.</b></p> <p><b>- le dernier PV de la commission de sécurité, lors de sa dernière visite périodique du 11/05/2022 nous a bien été transmis par le MO le 26/10/2022</b></p>	
Justification des classements des matériaux et éléments de construction	PM	Les procès verbaux de réaction au feu et de résistance au feu des matériaux et éléments de construction mis en œuvre seront à nous transmettre en phase EXE ainsi qu'au maître d'ouvrage et annexés au registre de sécurité de l'établissement.	
TRAVAUX DANGEREUX	HM	<p>Concerne l'exploitant des locaux, qui ne peut effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger à ce dernier.</p> <p>Bien que ne relevant pas de notre mission, nous rappelons que la protection du public pendant les travaux devra être assurée, conformément à l'article GN13 du règlement de sécurité.</p> <p>Une demande doit être faite à l'autorité administrative responsable en indiquant les précautions retenues.</p>	
CONFORMITÉ AUX NORMES - ESSAIS DE LABORATOIRE	PM	Les matériels mis en œuvre devront être marqués CE	
STRUCTURES PROVISOIRES ET DÉMONTABLES SOUMISES ARRÊTÉ 22 JUILLET 2022	SO		
<b>DISPOSITIONS GENERALES - GE1 à GE10</b>			

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<b>PRESCRIPTIONS RÉGLEMENTAIRES APPLICABLES À L'ÉTABLISSEMENT</b>	<b>PM</b>	Arrêté du 25 juin 1980 modifié complété par les dispositions particulières applicables aux établissements de type W	
<b>CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS</b>			
Dossier de sécurité	<b>F</b>	Dossier projet transmis à la commission de sécurité (autorité compétente du service instructeur)	
Autorisation d'ouverture	<b>PM</b>	A la demande d'autorisation d'ouverture	
Visites périodiques de la Commission de Sécurité	<b>PM</b>	Concerne l'exploitant (Etablissement de type W de 2ème catégorie : périodicité des visites : 3 ans)	
Affichage de l'avis de contrôle	<b>PM</b>	Concerne l'exploitant, qui devra afficher l'avis relatif à la sécurité à l'entrée principale	
<b>VÉRIFICATIONS TECHNIQUES</b>			
Généralités	<b>PM</b>	Vérifications techniques assurées par la société Socotec	
Vérifications techniques assurées par des organismes agréés par le Ministère de l'Intérieur			
Conditions d'application Concernant PV de la commission de sécurité sur ce projet (phase dépôt AT initiale) pour le palais de justice 63000	<b>F</b>	A la date de la rédaction du présent et unique R I C T sur PRO-DCE, l'avis des services instructeurs, et notamment les prescriptions éventuelles imposées en atténuation ou en aggravation par la Commission de Sécurité sur le dossier Autorisation de travaux AT 063 113 24 G 5053 - PC 063 113 24 G 0130 (PV SDIS 63 lors de la séance en date du 17/12/2024), nous ont été communiquées.	
Type de vérifications	<b>PM</b>	Vérifications à l'occasion du programme de travaux ou du projet effectuées pendant la phase EXE par des techniciens Socotec	
Rapports de vérifications	<b>PM</b>	Le présent rapport est un RICT phase PRO-DCE, qui concerne les catégories de vérifications suivantes dans le cadre de la mission CTC SEI : catégorie C (articles AM, CO, MS, DF, N...), catégorie D (articles GZ, N, CH, GC,...), catégorie A (articles EL, EC,...) et catégorie B le cas échéant (articles AS)	
Vérification technique par technicien compétent	<b>SO</b>		
<b>CONSTRUCTION - CO1 à CO61</b>			
<b>CONCEPTION - DESSERTE</b>			
Choix de la conception de l'évacuation rapide ou différée et de la desserte	<b>PM</b>	Pour mémoire, voie échelle + cloisonnement tradi. (ERP existant plus de 8 m)	
Voie utilisable par les secours	<b>F</b>	La hauteur du plancher bas du dernier niveau accessible au public est > à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours.	



Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
Façade(s) et baie(s) accessibles	F	<p>Compte tenu de la forme du bâtiment, l'établissement existant possède 3 façades accessibles (à la suite des travaux d'amélioration de la sécurité)</p> <p>Façade 1 : Est bâtiment TGI 2 (côté parvis), dotée de baies 90 x 130 elle est desservie par une section de voie échelle raccordée à voie engins publique à savoir la rue de l'ange/place de l'étoile</p> <p>Façade 2 : Sud bâtiment prudhommes accessible pour partie par la rue des vieillards (par baies 90 x 130), la 2ème partie en retrait de la route accessible aux sapeurs-pompiers par l'intermédiaire d'un escalier en façade Ouest qui dessert l'ensemble des niveaux (au lieu de baies 90 x 130 objet de demande de dérogation n°1 avec avis F du service instructeur).</p> <p>Façade 3 : bâtiments (Nord TGI 1 et Ouest TI) est accessible (par baies 90 x 130) pour partie depuis le parking derrière la chapelle par section de voie échelle (emplacement de la voie échelle prévu au projet matérialisé et libre de stationnement raccordé à la voie engins publique à savoir rue sainte Rose).</p> <p>Comme pour le bâtiment des Prudhommes, la partie inaccessible aux échelles de sapeur-pompier remplacé par l'escalier qui dessert l'ensemble des niveaux situé en façade Ouest (au lieu de baies 90 x 130 objet de demande de dérogation n°1 avec avis F du service instructeur).</p> <p>La hauteur du plancher bas du dernier niveau accessible au public est &gt; à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours. Compte tenu de la forme du bâtiment, l'établissement existant possède 3 façades accessibles (à la suite des travaux d'amélioration de la sécurité)</p> <p>Façade 1 : Est bâtiment TGI 2 (côté parvis), dotée de baies 90 x 130 elle est desservie par une section de voie échelle raccordée à voie engins publique à savoir la rue de l'ange/place de l'étoile</p> <p>Façade 2 : Sud bâtiment prudhommes accessible pour partie par la rue des</p>	

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<p>Nombre de façades accessibles et dessertes</p>	<p>F</p>	<p>vieillards (par baies 90 x 130), la 2ème partie en retrait de la route accessible aux sapeurs-pompiers par l'intermédiaire d'un escalier en façade Ouest qui dessert l'ensemble des niveaux (au lieu de baies 90 x 130 objet de demande de dérogation n°1 avec avis F du service instructeur).</p> <p>Façade 3 : bâtiments (Nord TGI 1 et Ouest TI) est accessible (par baies 90 x 130) pour partie depuis le parking derrière la chapelle par section de voie échelle (emplacement de la voie échelle prévu au projet matérialisé et libre de stationnement raccordé à la voie engins publique à savoir rue sainte Rose).</p> <p>Comme pour le bâtiment des Prudhommes, la partie inaccessible aux échelles de sapeur-pompier remplacé par l'escalier qui dessert l'ensemble des niveaux situé en façade Ouest (au lieu de baies 90 x 130 objet de demande de dérogation n°1 avec avis F du service instructeur).</p> <p>La hauteur du plancher bas du dernier niveau accessible au public est &gt; à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours. Compte tenu de la forme du bâtiment, l'établissement existant possède 3 façades accessibles (à la suite des travaux d'amélioration de la sécurité)</p> <p>Façade 1 : Est bâtiment TGI 2 (côté parvis), dotée de baies 90 x 130 elle est desservie par une section de voie échelle raccordée à voie engins publique à savoir la rue de l'ange/place de l'étoile</p> <p>Façade 2 : Sud bâtiment prudhommes accessible pour partie par la rue des vieillards (par baies 90 x 130), la 2ème partie en retrait de la route accessible aux sapeurs-pompiers par l'intermédiaire d'un escalier en façade Ouest qui dessert l'ensemble des niveaux (au lieu de baies 90 x 130 objet de demande de dérogation n°1 avec avis F du service instructeur).</p> <p>Façade 3 : bâtiments (Nord TGI 1 et Ouest TI) est accessible (par baies 90 x 130) pour partie depuis le parking derrière la chapelle par section de voie échelle (emplacement de la voie échelle prévu au projet</p>	

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
		matérialisé et libre de stationnement raccordé à la voie engins publique à savoir rue sainte Rose).	
		Comme pour le bâtiment des Prudhommes, la partie inaccessible aux échelles de sapeur-pompier remplacé par l'escalier qui dessert l'ensemble des niveaux situé en façade Ouest (au lieu de baies 90 x 130 objet de demande de dérogation n°1 avec avis F du service instructeur).	
Espaces libres et secteurs	SO		
ISOLEMENT PAR RAPPORT AUX TIERS			
Définition du risque en vue de l'isolement	PM	Pour mémoire	
Isolement latéral entre l'ERP et les tiers contigus	SO	ERP isolé	
Isolement entre l'ERP et un bâtiment situé en vis-à-vis	SO	ERP isolé (isolement au tiers vis-à-vis non modifié)	
Isolement entre l'ERP et des tiers superposés	SO		
Franchissement des éléments d'isolement	SO		
RESISTANCE MECANIQUE ET AU FEU DES STRUCTURES			
Stabilité du bâtiment	PM	Pour mémoire	
Résistance au feu (dispositions générales)	SO	Sans modification	
Résistance au feu (éléments particuliers)	SO		
Bâtiment en rez-de-chaussée	SO		
Bâtiment à trois niveaux au plus	SO		
COUVERTURES	SO	Sans modification	
FACADES			
Généralités	PM	Pour mémoire	
Revêtements de façade	SO	Sans modification	
Résistance à la propagation du feu par les façades avec baies	SO	Sans modification	
Résistance à la propagation verticale du feu par les façades ne comportant pas de baie	SO	Sans modification	
DISTRIBUTION INTERIEURE			
Principes de limitation de la propagation du feu à l'intérieur de la construction	PM	Pour mémoire	
Cloisonnement traditionnel	F		
Répartition et caractéristiques des parois verticales et des portes en cas de cloisonnement de secteurs	SO		

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
Compartiments	SO		
Recoupement des vides	PM	Pour mémoire	
LOCAUX A RISQUES PARTICULIERS ET LOCAUX NON ACCESSIBLES AU PUBLIC			
Liste des locaux à risques importants	PM	Pour mémoire, le local chaufferie existant	
Liste des locaux à risques moyens	PM	Pour mémoire, la liste des LRPM existants o Locaux de rangement ; o Locaux de reprographie ; o Locaux techniques.	
Caractéristiques des locaux à risques particuliers	SO	LRPI et LRPM non modifiés dans le cadre des travaux	
Locaux à risques courants non accessibles au public	SO		
Caractéristiques des locaux servant de logements au personnel	SO		
CONDUITS ET GAINES			
Dispositions de principe pour limiter la propagation du feu par les passages de conduits	PM	Pour mémoire	
Conduits ou gaines venant, traversant ou aboutissant dans un local à risques courants ou moyens ou importants (sauf conduits de Dn>125mm traversant un local à risques importants sans le desservir	F		
Conduits ou gaines de diamètre nominal Dn>125mm traversant sans le desservir un local à risques importants	SO		
Vide-ordures et monte-charge	SO		
DEGAGEMENTS (DISPOSITIONS GENERALES)			
Terminologie	PM	Pour mémoire	
Conception des dégagements	F		
Largeur de passage des dégagements	F		
Saillies et dépôts	PM	Pour mémoire	
Calcul des dégagements	F	Le projet n'a pour effet de modifier les effectifs susceptibles d'être reçu dans le tribunal	
		Du fait de la création d'IS sur escalier extérieur 2 UP pour rupture Cul de sac (IS 1 UP aux niveaux R+2 et R+3 du TI/TJ3) Les dégagements des niveaux R+2 et R+3 sont modifiés comme suit : - Le nombre d'escalier passe de 4 à 5 pour le R+2 (au total tjrs 8 UP)  - Par exemple au R+3 : le nombre d'escalier	

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
		au R+3 est toujours 3 et le nombre d'UP passe de 5 à 7 UP (ou le nombre escaliers passe de 3 à 4 et au total tjrs 5 UP)	
Calcul des dégagements des locaux en sous sol	SO	Sans modification	
Enfouissement maximal	SO	Sans modification	
Dégagements accessoires et supplémentaires	SO	Sans modification	
Balisage des dégagements	PM	Pour mémoire	
DEGAGEMENTS (SORTIES)			
Répartition des sorties	F		
Caractéristiques des blocs-portes	F	Dans le cadre des travaux	
Manoeuvre des portes	F		
Portes des sorties de secours	S	<b>Porte DAS au droit de l'escalier extérieur au TJ3/TI (R+2 et R+3) La porte projetée est d'une UP avec verrouillage (==&gt; respect exigences article CO 46 exigible)</b>	161
Portes à fermeture automatique	S	<b>Porte DAS (PF ° 1/2 heure + FP) exigible au droit de l'escalier extérieur au TJ3/TI (R+2 et R+3) La porte projetée est d'une UP avec verrouillage (respect CO 46 exigible)</b>	157
Portes de types spéciaux	SO		
DEGAGEMENTS (ESCALIERS)			
Répartition des escaliers	D	<b>Dans la demande de dérogation n° 2 (dans la notice de SI) phase dépôt AT/PC, il n'est pas indiqué l'article CO49 avec l'article CO35 =&gt; bien que le dossier PRO est réputé -tenant compte de la dérogation n° 2-répondre/satisfaire à la prescription du service instructeur (distances réglementaires au sens CO 49 en ERP 1er gr. pour rejoindre des escaliers selon protection), la réalité est qu'à ce jour, le service instructeur (phase PC) n'a absolument pas acté la prise en compte de la prescription (concernant CO 49) dans le dossier ainsi instruit...</b>	37
Conception des escaliers	F	Escalier extérieur créé (TI/TJ3)	
Sécurité d'utilisation des escaliers	F	Escalier extérieur créé (TI/TJ3)	
Protection des escaliers et ascenseurs	SO	Sans modification	
Escaliers et ascenseurs enclouonnés	SO	Sans modification	
Escaliers et ascenseurs à l'air libre	F	Escalier extérieur créé (TI/TJ3)	
Escaliers droits	F	Escalier extérieur créé (TI/TJ3)	
Escaliers tournants	SO		

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
ESPACES D'ATTENTE SECURISES	SO	Espaces d'attente sécurisés existants non modifiés par les travaux	116
TRIBUNES FIXES PAR DESTINATION OU TELESCOPIQUES	SO		
<b>AMENAGEMENTS INTERIEURS, DECORATION ET MOBILIER - AM1 à AM20</b>			
APPLICATION D'EXIGENCES EN MATIÈRE DE RÉACTION AU FEU VISANT LES CONSTITUANTS DE L'ÉTABLISSEMENT	PM	Pour mémoire, un ERP 1er groupe	
PRODUITS ET MATERIAUX DE PAROIS			
Justification du respect des exigences visant les parois finies dans leurs conditions réelles d'emploi	PM	Pour mémoire	
Parois des escaliers et circulations horizontales protégés	S		
Parois verticales des dégagements non protégés et des locaux	F	Classement à minima M2 projeté	
Réaction au feu des plafonds des dégagements non protégés et des locaux	F	Classement à minima M1 projeté	
Parties translucides et transparentes incorporées dans les plafonds	SO		
Revêtements de sols des dégagements non protégés et des locaux	F	Classement à minima M3 projeté	
Revêtements en matériaux isolants	F		
<b>ELEMENTS DE DECORATION</b>			
Révêtements muraux tendus et éléments de décoration en relief dans les locaux ou dégagements protégés ou non	SO		
Éléments de décoration flottants	SO		
TENTURES, PORTIERES, RIDEAUX, VOILAGES, CLOISONS COULISSANTES OU REPLIABLES	SO		
<b>GROS MOBILIER, AGENCEMENT PRINCIPAL, PLANCHERS LEGERS SURELEVES</b>			
Réaction au feu	PM	Pour mémoire	
Gros mobilier - Agencement principal	SO	Existant sans modification	
planchers légers surélevés	SO		
Rangées de sièges	SO		
<b>ELEMENTS A VOCATION DECORATIVE</b>	SO		
<b>DESENFUMAGE - DF1 à DF10</b>	SO	Désenfumage existants non modifiés par les travaux	
		* Un désenfumage naturel des cages	

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<p><b>CHAUFFAGE, VENTILATION, RÉFRIGÉRATION, CLIMATISATION, CONDITIONNEMENT D'AIR ET INSTALLATION D'EAU CHAUDE SANITAIRE, CHAUFFERIE - CH1 À CH58</b></p> <p><b>INSTALLATIONS AUX GAZ COMBUSTIBLES ET AUX HYDROCARBURES LIQUÉFIÉS - GZ1 À GZ30</b></p> <p><b>ASCENSEURS, ESCALIERS MÉCANIQUES ET TROTTOIRS ROULANTS - AS1 À AS11</b></p> <p><b>INSTALLATIONS D'APPAREILS DE CUISSON DESTINÉS À LA RESTAURATION - GC1 À GC22</b></p> <p>INSTALLATIONS CONCERNEES</p> <p>DISPOSITIONS GENERALES</p> <p>Documents à fournir</p> <p>Conformité des appareils de cuisson et de remise en température</p> <p>Dispositif d'arrêt d'urgence de l'alimentation en énergie des appareils de cuisson et des appareils de remise en température</p> <p>Règles générales d'installation des appareils</p> <p>Dispositions complémentaires</p> <p>Production d'eau chaude sanitaire</p> <p>Moyens d'extinction</p> <p>GRANDES CUISINES</p> <p>Conditions d'isolement</p> <p>Ventilation des cuisines isolées</p> <p>Ventilation des cuisines ouvertes</p>	<p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>SO</p> <p>F</p> <p>SO</p> <p>SO</p>	<p>d'escaliers au moyen d'exutoires de fumée de 1 m2 de surface géométrique en partie haute. Leur ouverture est uniquement par commande manuelle située au niveau d'accès des secours.</p> <p>* Un désenfumage existant de l'atrium au moyen d'exutoire de fumée. Leur ouverture est effectuée par commande au CMSI situé dans un volume protégé. L'ouverture des exutoires est asservie au SSI du palais de justice</p> <p>Installation de chauffage par radiateurs à eau chaude alimentés par une chaufferie au gaz &gt; 70 kW Installation existante non modifiée par les travaux</p> <p>Installation gaz d'alimentation grande cuisine au IT (TJ3) Installation gaz destinée à la chaufferie Installations existantes non modifiées par les travaux</p> <p>Ascenseurs existant pour l'ERP Sans modification dans le cadre des travaux</p> <p>Pour mémoire</p> <p>Pour mémoire</p> <p>Appareils existants de la GC au TI ou TJ3 non modifiés par les travaux</p> <p>Dispositifs de la GC au TI ou TJ3 non modifiés par les travaux</p> <p>Pour mémoire</p> <p>Sans modification</p> <p>Sans modification</p> <p>Sans modification</p> <p>Ecran de cantonnement incombustible prévu au descriptif</p>	

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
		GC ouverte existante au TI/TJ3 non modifiée par les travaux sauf mie en œuvre écran de cantonnement	
OFFICES DE REMISE EN TEMPERATURE	SO		
ILOTS DE CUISSON INSTALLES DANS LES SALLES DE RESTAURATION	SO		
MODULES OU CONTENEURS SPECIALISES	SO		
APPAREILS INSTALLES DANS LES LOCAUX ACCESSIBLES OU NON AU PUBLIC			
Limite de puissance des appareils	PM	Pour mémoire, à la charge de l'exploitant en fonctionnement GC existante on modifiée par les travaux	
Conditions d'installation	PM	Pour mémoire, à la charge de l'exploitant en fonctionnement GC existante on modifiée par les travaux	
ENTRETIEN ET VERIFICATIONS			
Entretien	PM	Pour mémoire, à la charge de l'exploitant	
Vérifications	PM	Pour mémoire, à la charge de l'exploitant	
<b>MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE - MS1 À MS75</b>			
DEFINITION DES MOYENS DE SECOURS - REGLES PARTICULIERES	PM	Pour mémoire	
SITUATION PAR RAPPORT AUX DOCUMENTS A FOURNIR	PM	Pour mémoire	
MOYENS D'EXTINCTION	PM	Pour mémoire	
BOUCHES ET POTEAUX D'INCENDIE PRIVES ET POINTS D'EAU			
Caractéristiques	PM	Pour mémoire	
Importance et implantation des points d'eau	SO		
Accessibilité des points d'eau	SO		
BRANCHEMENTS ET CANALISATIONS	HM	Hors mission	
ROBINETS D'INCENDIE ARMES	SO		
COLONNES SECHES	SO		
COLONNES EN CHARGE (COLONNES HUMIDES)	SO		
INSTALLATIONS D'EXTINCTION AUTOMATIQUE OU A COMMANDE MANUELLE	SO		
DEVERSOIRS PONCTUELS	SO		
ELEMENTS DE CONSTRUCTION IRRIGUES	SO		
APPAREILS MOBILES ET MOYENS DIVERS			
Appareils mobiles	S	<b>Extincteurs : A la charge de l'exploitant</b>	75
		<b>La défense contre l'incendie doit être assurée :</b>	



Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
Emplacement des appareils mobiles	PM	- par des extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres au minimum, judicieusement répartis, avec un minimum d'un appareil par 200 m² et par niveau, de telle sorte que la distance maximale à parcourir pour atteindre un extincteur ne dépasse pas 15 mètres, - par des extincteurs appropriés aux risques particuliers	81
Moyens d'extinction divers	SO	Pour mémoire, emplacement à la visite finale	
DISPOSITIONS VISANT A FACILITER L'ACTION DES SAPEURS POMPIERS			
Affichage du plan de l'établissement à chaque entrée	S	<b>Mise à jour du plan d'intervention à réaliser à la suite des travaux..</b>  <b>Conformément à l'article MS 41 (affichage du plan de l'établissement), le plan schématique (doit être sous forme de pancarte inaltérable) doit avoir les caractéristiques des plans d'intervention définies à la norme NF S 60-303 relative aux plans et consignes de protection contre l'incendie.</b>  <b>Ce plan est à apposer à chaque entrée de bâtiment du site. Chaque plan doit présenter au minimum le(s) sous-sol, le RdC et chaque étage ou l'étage courant du bâtiment objet des travaux</b>	
Moyens pour faciliter l'action des sapeurs-pompiers	SO		
Tours d'incendie	SO		
Trémies d'attaque	SO		
SERVICE DE SECURITE D'INCENDIE			
Dispositions vis-à-vis de l'obligation de surveillance pendant la présence du public	PM	Pour mémoire, à la charge de l'exploitant	
Composition du service compte tenu des exigences réglementaires correspondant au type, à la catégorie et aux caractéristiques de l'établissement	PM	Pour mémoire, à la charge de l'exploitant	
Caractéristiques des "consignes" de sécurité	PM	POUR MEMOIRE, A LA CHARGE DE L'EXPLOITANT Affichage des consignes sur supports fixes et inaltérables à la charge de l'exploitant. Affichage bien en vue des consignes	

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
<p>Qualification du personnel de sécurité</p> <p>Service assuré par des sapeurs-pompiers</p> <p>Poste de sécurité</p> <p>Exercice d'instruction</p> <p>Présence de l'exploitant ou de son représentant</p> <p>SYSTEME DE DETECTION INCENDIE (S.D.I.)</p>	<p>PM</p> <p>PM</p> <p>SO</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>S</p>	<p>conformes aux normes et constamment mises à jour sur supports fixes et inaltérables, indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* les modalités d'alerte des sapeurs pompiers,</li> <li>* les dispositions à prendre pour assurer la sécurité du public et du personnel,</li> <li>* la mise en œuvre des moyens de secours de l'établissement,</li> <li>* l'accueil et le guidage des sapeurs pompiers.</li> </ul> <p>Pour mémoire, à la charge de l'exploitant</p> <p>Pour mémoire, à la charge de l'exploitant</p> <p>Sans modification</p> <p>Pour mémoire, à la charge de l'exploitant</p> <p>Pour mémoire, à la charge de l'exploitant</p> <p><b>---&gt; Cahier des charges fonctionnel du SSI (phase conception) : Concernant le BEF ALGOTHERM (phase PRO-DCE), dans le cadre de sa propre mission de coordination SSI (COSSI), son dossier technique complet de concepteur spécifique SSI (cat. A, EA type 1, installation de DAI) élaboré en relation avec les travaux ainsi projetés sera à nous transmettre dans le cadre de notre mission SEI.</b></p> <p><b>Pour mémoire, à la fin des travaux, le COSSI réalise un PV de réception technique avec ou sans réserves y compris les essais FTS/fonctionnels (Essais de combustion au FTS pour installation de DAI neuve ou modifiée/ complétée suivant article MS 56 § 3 et § 4) et la mise à jour du dossier d'identité existant du SSI des ERP 1er groupe.</b></p>	<p>103</p>
<p>Dispositions relatives aux principes généraux d'installation du S.D.I.</p> <p>Dispositions vis-à-vis des contraintes liées au S.D.I.</p> <p>Dispositions vis-à-vis des obligations de l'installateur</p> <p>SYSTEME DE MISE EN SECURITE INCENDIE (S.M.S.I.)</p> <p>Constitution générale du système</p>	<p>PM</p> <p>PM</p> <p>PM</p> <p>S</p>	<p>Pour mémoire</p> <p>Pour mémoire, à la charge de l'exploitant</p> <p>Pour mémoire, à la charge de l'exploitant</p> <p><b>Cf .articles MS56 à MS58</b></p>	<p>100</p>

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
Automatismes liés à la fonction compartimentage	PM	Pour mémoire	96
SYSTEME D'ALARME			
Equipement d'alarme exigé suivant les dispositions particulières à chaque type d'établissement	SO	EA de type 1 existant non modifié par les travaux L'établissement dispose d'une temporisation d'alarme	
Classement et définition des caractéristiques du système d'alarme	PM	Pour mémoire	
Dispositions vis-à-vis de l'utilisation de l'alarme générale sélective	SO		
Dispositions vis-à-vis des principes généraux d'alarme	F	Flash lumineux dans le WC adapté handicapé	
Dispositions vis-à-vis des conditions générales d'installation de l'alarme	SO	Sans modification	
Dispositions vis-à-vis des règles spécifiques à l'équipement d'alarme de type 1	SO	Sans modification (local SSI)	
Conditions d'exploitation	PM	Pour mémoire, à la charge de l'exploitant	
ENTRETIENS ET CONSIGNES D'EXPLOITATION			
Entretien	PM	Pour mémoire, à la charge de l'exploitant	
Consignes d'exploitation	PM	Pour mémoire, à la charge de l'exploitant	
ALERTE			
Téléphone urbain fixe	S	<b>POUR MEMOIRE, téléphone urbain existant non modifié par les travaux, cependant voir -ci-dessous :</b>  <b>Concernant 7ème prescription (article MS70) du service instructeur phase PC/AT du projet examiné :</b> <b>Le téléphone d'appel des secours est existant sans modification par les tx MAIS bien qu'hors travaux de la demande de PC/AT, cette prescription à respecter (au titre de l'autorité administrative) n'est pas prise en compte au dossier PRO-DCE examiné</b>	
Affichage des modalités d'alerte	PM	Pour mémoire, à la charge de l'exploitant	
Continuité des communications radioélectriques en sous-sol	HM	Cas d'au moins de deux niveaux de sous-sol L'attestation de vérification de la continuité des communications radio-électriques en infrastructure doit être établie par un organisme agréé (à fournir à la réception des travaux avant ouverture au public). Cette prestation n'est pas comprise dans la mission SEI	

Dispositions du projet	Avis*	Observations et commentaires	N°
ENTRETIEN, VERIFICATIONS, CONTROLES			
ENTRETIEN ET SIGNALISATION	PM	Pour mémoire, à la charge de l'exploitant	
VÉRIFICATIONS TECHNIQUES	PM	Pour mémoire, à la charge de l'exploitant	
CONTROLES	PM	Pour mémoire, à la charge de l'exploitant	
AUTRES OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT	PM	Pour mémoire, à la charge de l'exploitant	

\* F: Favorable , D: Défavorable , S: Suspendu , HM: Hors Mission , PM: Pour Mémoire , SO: Sans Objet

## 7. COMPLETUDES DES ESSAIS ET MESURES

Dans le cadre de cette opération et à notre connaissance, les missions suivantes nous ont été confiées:

- HANDCO - Attestation de fin de travaux du constat de l'accessibilité des handicapés
- HGAD - Vérification initiale des installations électriques.